



**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
**Bid Receiving Public Works and Government**  
**Services Canada/Réception des soumissions**  
**Travaux publics et Services gouvernementaux**  
**Canada**  
**Cabot Place, Phase II, 2nd Floor**  
**Box 4600**  
**St. John's, NL**  
**A1C 5T2**  
**Bid Fax: (709) 772-4603**

## REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

**Proposal To: Public Works and Government  
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services  
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
**Raison sociale et adresse du**  
**fournisseur/de l'entrepreneur**

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
PWGSC / TPGSC - Nfld. Region  
Cabot Place, Phase II, 2nd Floor  
Box 4600  
St. John's, NL  
A1C 5T2

<b>Title - Sujet</b> Manolis L Assessment	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> F6813-150013/A	<b>Date</b> 2016-04-27
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> F6813-150013	
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$Xaq-031-6571	
<b>File No. - N° de dossier</b> Xaq-6-39008 (031)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2016-06-08</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Newfoundland Daylight Saving Time NDT
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Baird, Janice	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> xaq031
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (709) 772-2999 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (709) 772-4603
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS DONOVANS INDUSTRIAL PARK 1 SOUTHERN CROSS RD BOX 5667 ST JOHNS Newfoundland and Labrador A1C5X1 Canada	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

---

## TABLE OF CONTENTS

### **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX 2**

- 1.1 Introduction 2
- 1.2 Sommaire 2
- 1.3 Compte rendu 3

### **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES 4**

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées 4
- 2.2 Présentation des soumissions 4
- 2.3 Ancien fonctionnaire – concurrentiels – soumission 4
- 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission 6
- 2.5 Lois applicables 6
- 2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété intellectuelle 6

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS 7**

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions 7

### **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION 9**

- 4.1 Procédures d'évaluation 9
- 4.2 Méthode de sélection - cotation numérique minimale 9

### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES 10**

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission 10
- 5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires 10

### **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES 12**

- 6.1 Exigences en matière d'assurance 12

### **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT 13**

- 7.1 Énoncé des travaux – Contrat 13
- 7.2 Clauses et conditions uniformisées 13
- 7.3 Exigences relatives à la sécurité 13
- 7.4 Durée du contrat 13
- 7.5 Responsables 13
- 7.6 Divulgence proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires 15
- 7.7 Paiement 15
- 7.8 Instructions relatives à la facturation 16
- 7.9 Attestations et renseignements supplémentaires 16
- 7.10 Lois applicables 16
- 7.11 Ordre de priorité des documents 16
- 7.12 Exigences en matière d'assurance 17

### **ANNEXE « A » 18**

#### **ÉNONCÉ DES TRAVAUX 18**

### **ANNEXE « B » 35**

#### **BASE DE PAIEMENT 35**

### **ANNEXE « C » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS 36**

#### **PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION 36**

### **ANNEXE « D » 37**

#### **EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE 37**

### **ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS 40**

#### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE 40**

### **ANNEXE « F »**

#### **Critères d'évaluation 41**

## **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

### **1.1 Introduction**

La demande de soumissions contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;  |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;   |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir;  |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et  |
| Partie 7 | Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.   |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique, le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation, les exigences en matière d'assurance, et toute autre annexe.

### **1.2 Sommaire**

#### **Évaluation de l'épave du *Manolis L***

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, au nom de la Garde côtière canadienne (GCC) [St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador], souhaite retenir les services d'un entrepreneur expérimenté en sauvetage d'épaves au large des côtes, en vue de lui confier la réalisation d'une évaluation sur l'épave du *Manolis L*, qui se trouve à une profondeur d'environ 70 mètres dans la baie Notre Dame, à Terre-Neuve-et-Labrador. Cette évaluation a pour objectif de déterminer l'emplacement des soutes à combustible et des hydrocarbures et d'en estimer la quantité. Elle doit aussi porter sur l'état de la coque et la façon dont l'épave repose sur le fond marin. Tous les travaux sur le site doit être complété d'ici le 15 Septembre 2016 et tous les livrables présentés avant le 30 Septembre 2016. La durée du contrat est de la date de l'attribution à 30 septembre 2016.

Tous les travaux devront être réalisés en conformité avec l'énoncé des travaux qui figure dans l'annexe A de l'invitation à soumissionner.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

---

Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez vous référer à la Partie 5 – Attestations et renseignements supplémentaires, la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation.

### 1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

## **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES**

### **2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées**

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003, (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

### **2.2 Présentation des soumissions**

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

### **2.3 Ancien fonctionnaire – concurrentiels – soumission**

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

#### **Définition**

Aux fins de cette clause,

« ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. un individu;
- b. un individu qui s'est incorporé;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou

- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L.R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, et à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

#### Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

#### Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui ( ) Non ( )**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;

- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

## 2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 5 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

## 2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur *Terre-Neuve-et-Labrador* ), et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

## 2.6 Fondement du titre du Canada sur les droits de propriété Intellectuelle

**Le client, Peches et Océans, Réponse de la GCC a déterminé que tout droit de propriété Intellectuelle découlant de l'exécution des travaux prévus par le contrat subséquent appartiendra au Canada, pour les motifs suivants, tel que défini dans la Politique sur les droits de propriété Intellectuelle issus de marchés conclus avec l'État :**

- l'objet principal du contrat ou des biens livrables en vertu du contrat est d'obtenir des connaissances et des renseignements qui seront diffusés au public;



## **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS**

### **3.1 Instructions pour la préparation des soumissions**

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I: Soumission technique (5 copies papier)

Section II: Soumission financière (5 copies papier)

Section III: Attestations (1 copies papier)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Soumission technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

#### **Section II : Soumission financière**



N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

**3.1.1** Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la base de paiement reproduite à l'annexe «B »). Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

**3.1.2 Paiement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « E » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « E » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

**3.1.3 Fluctuation du taux de change**

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

**3.1.4** *Clauses du Guide des CCUA*

**Section III : Attestations**

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

## **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **4.1 Procédures d'évaluation**

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

#### **4.1.1 Évaluation technique**

Les critères techniques obligatoires et les critères techniques cotés sont inclus dans l'annexe F.

#### **4.1.2 Évaluation financière**

##### **4.1.2.1 Critères financiers obligatoires**

Clause du *Guide des CCUA* A0220T (2014-06-26), Évaluation du prix

### **4.2 Méthode de sélection - cotation numérique minimale**

1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
  - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires; et
  - c. obtenir au moins (1050) 70 p. 100 des points pour l'ensemble des critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de cotation compte 1500 points.
2. Les soumissions ne répondant pas aux exigences de a) ou b) ou c) seront déclarées non recevables. La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

## **PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

### **5.1 Attestations exigées avec la soumission**

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

#### **5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

### **5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires**

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

#### **5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée**

Conformément à la *Politique d'inadmissibilité et de suspension* (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

#### **5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission**

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail ([http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu\\_travail/droits\\_personne/equite\\_emploi/programme\\_contrats\\_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848](http://www.edsc.gc.ca/fr/emplois/milieu_travail/droits_personne/equite_emploi/programme_contrats_federaux.page?&ga=1.152490553.1032032304.1454004848)).

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation remplie avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation remplie pour chaque membre de la coentreprise.

### **5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat**

#### **5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel**

Clause du *Guide des CCUA*    *A3005T*    (2010-08-16)    Statut et disponibilité du personnel

#### **5.2.3.2 Études et expérience**

Clause du *Guide des CCUA*    *A3010T*    (2010-08-16)    Études et expérience

#### **5.2.3.3 Indemnisation des accidents du travail**

Indemnisation des accidents du travail - lettre d'attestation

Le soumissionnaire doit avoir un compte en règle auprès de la Commission des accidents du travail de la province ou du territoire concerné.

Le soumissionnaire devra fournir un certificat ou une lettre émis par la Commission des accidents du travail attestant que son compte est en règle, dans les 2 jours suivant la demande de l'autorité contractante. Le défaut de répondre à la demande pourra avoir pour conséquence que la soumission soit jugée non recevable.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

---

## **PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES**

### **6.1 Exigences en matière d'assurance**

#### **Assurance - preuve de disponibilité avant attribution du contrat**

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisé à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à l'annexe D.

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer à cette exigence. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer à l'exigence dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

## **PARTIE 7 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

### **7.1 Énoncé des travaux – Contrat**

L'entrepreneur doit exécuter les travaux conformément à l'énoncé des travaux qui se trouve à l'annexe « A ».

### **7.2 Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

#### **7.2.1 Conditions générales**

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

#### **7.2.2 Conditions générales supplémentaires**

4007 (2010-08-16) Le Canada détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux

### **7.3 Exigences relatives à la sécurité**

**7.3.1** Le contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

### **7.4 Durée du contrat**

#### **7.4.1 Période du contrat**

La période du contrat est du \_\_\_\_\_ (indiquer la date du début de la période) au 9 Septembre 2016 inclusivement.

### **7.5 Responsables**

#### **7.5.1 Autorité contractante**

L'autorité contractante pour le contrat est:

Janice Baird, Spécialiste en approvisionnement  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
Direction générale des approvisionnements

Téléphone : 709-772-2999

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

Télécopieur : 709-772-4603  
Courriel : janice.baird@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

#### 7.5.2 Chargé de projet

*Utiliser la clause suivante lorsque le terme « chargé de projet » sera utilisé dans le contrat. Si l'on prévoit plutôt utiliser le terme « responsable technique », utiliser la clause A1030C du Guide des CCUA.*

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

*Insérer ou supprimer, selon le cas*

En son absence, le chargé de projet est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
Organisation : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

#### 7.5.3 Représentant de l'entrepreneur

*Compléter ou supprimer, selon le cas*

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_  
  
Téléphone : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Télécopieur : \_\_\_\_-\_\_\_\_-\_\_\_\_\_  
Courriel : \_\_\_\_\_



## 7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant de l'information sur son statut en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), l'entrepreneur a accepté que cette information soit publiée sur les sites Web des ministères, dans le cadre des rapports de divulgation proactive des marchés, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

## 7.7 Paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un(des) prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe B, selon un montant total de \_\_\_\_\_ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont exclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

### 7.7.2 Limite de prix

Clause du Guide des CCUA C6000C (2011-05-16), Limite de prix

### 7.7.3 Méthode de paiement

Clause du Guide des CCUA

H1000C (2008-05-12), Paiement unique  
C2000C (2007-11-30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

### 7.7.5 Paiement électronique de factures – contrat

Insérer la clause suivante, s'il y a lieu, lorsque le paiement de factures sera effectué au moyen d'instruments électroniques de paiement. Se référer à l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, dans laquelle le soumissionnaire a indiqué quels instruments électroniques de paiement sont acceptés. Les agents de négociation des contrats doivent reproduire ci-dessous, l'information tirée de l'annexe « X » Instruments de paiement électronique, dans laquelle ont été identifiés par l'entrepreneur, les instruments de paiement électronique acceptés, et renuméroter en conséquence.

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

### 7.7.6 Vérification discrétionnaire

Clause du Guide des CCUA

C6000C (2010-01-11), Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services commerciaux

### 7.7.7 Vérification du temps

Clause du *Guide des CCUA*

C0711C (2008-05-12), Contrôle du temps

### 7.8 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
  - a. L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
  - b. Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

### 7.9 Attestations et renseignements supplémentaires

#### 7.9.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l'attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l'entrepreneur. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

#### 7.9.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur

Lorsqu'un Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi a été conclu avec Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l'entrepreneur reconnaît et s'engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l'Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi devient invalide, le nom de l'entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L'imposition d'une telle sanction par EDSC fera en sorte que l'entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

### 7.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur \_\_\_\_\_ (insérer le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

### 7.11 Ordre de priorité des documents

*L'ordre de priorité des documents qui figure ci-dessous est conforme aux politiques actuelles et aux avis juridiques. L'autorité contractante doit modifier la liste en fonction des documents qui s'appliquent et dresser la liste des annexes par ordre de priorité, le cas échéant. Lorsque plusieurs conditions générales supplémentaires s'appliquent au besoin, l'autorité contractante doit indiquer les conditions générales supplémentaires en ordre numérique croissant selon le numéro d'identification.*

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires L'Programme De Contrats Fédéraux pour L'Équité en Matière D'Emploi - Attestation;
- c) les conditions générales - 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services;
- d) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
- e) l'Annexe « B », Base de paiement;
- f) l'Annexe « C », Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (s'il y a lieu);
- g) l'Annexe « D », Exigences en matière d'assurance;
- h) les autorisations de tâches signées (y compris toutes les annexes, s'il y a lieu) (s'il y a lieu);
- i) la soumission de l'entrepreneur datée du \_\_\_\_\_, (*Inscrire la date de la soumission*) (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'attribution du contrat : « clarifiée le \_\_\_\_\_ » ou « modifiée le \_\_\_\_\_ » et inscrire la ou les dates des clarifications ou modifications*).

## 7.12 Exigences en matière d'assurance

### 7.12.1 Assurance – exigences particulières

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues à l'annexe D.  
L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. Pour les soumissionnaires établis au Canada, l'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada, cependant, pour les soumissionnaires établis à l'étranger, la couverture d'assurance doit être prise avec un assureur détenant une cote A.M. Best d'au moins « A- ». L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

**ANNEXE « A »**

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX**

**GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE**

**Épave du transporteur de marchandises générales MANOLIS L**

**Table des matières**

<u>Portée .....</u>	<u>19</u>
<u>Objectif .....</u>	<u>19</u>
<u>Contexte .....</u>	<u>19</u>
<u>Abréviations .....</u>	<u>27</u>
<u>Documents pertinents .....</u>	<u>29</u>
<u>Exigences .....</u>	<u>31</u>
<u>Tâches et spécifications techniques .....</u>	<u>31</u>
<u>Généralités .....</u>	<u>32</u>
<u>Tâche 1 – Évaluation de la coque .....</u>	<u>32</u>
<u>Tâche 2 – Évaluation de l'emplacement et du niveau des hydrocarbures .....</u>	<u>33</u>
<u>Exigences .....</u>	<u>33</u>

**FIGURES**

<i>Figure 1</i>	<i>Emplacement du naufrage</i>
<i>Figure 2</i>	<i>Plan des réservoirs avec code couleur</i>
<i>Figure 3</i>	<i>Extrait du plan des réservoirs montrant les réservoirs de service quotidien et de décantation</i>
<i>Figure 4</i>	<i>Réservoir de trop-plein de mazout lourd</i>

## Portée

## Objectif

Le 17 janvier 1985, le transporteur de marchandises générales MANOLIS L naviguait en provenance de Botwood, à Terre-Neuve-et-Labrador avec un chargement de 2 990 tonnes de papier journal. Le navire s'est échoué dans un secteur connu sous le nom de Blow Hard Rock dans la baie Notre Dame, à Terre-Neuve-et-Labrador, et a coulé à une profondeur de 70 mètres.

Selon un rapport de Transports Canada datant d'avril 1985, le navire contenait environ 462 tonnes de mazout C (mazout lourd), 60 tonnes de carburant diesel et 22,5 tonnes d'huile de graissage dans divers réservoirs au moment du naufrage.

Pendant 28 ans, l'épave a reposé au fond de la mer. Cependant, en avril 2013, on a signalé du pétrole (mazout C) sur des oiseaux de mer et sur les rives du secteur de Change Islands. La Garde côtière canadienne (GCC) a mené une évaluation et a déterminé que le pétrole provenait de l'épave du MANOLIS L. Les inspections subséquentes réalisées sur l'épave ont permis de cerner trois endroits d'où s'échappait le pétrole. Des dispositifs d'étanchéité ont été installés sur la coque et ont réussi à contrôler et contenir ces fuites. Cependant, la présence de pétrole dans l'épave pose un risque pour le milieu marin. Ainsi, la GCC a adopté des mesures pour réaliser une évaluation détaillée de l'épave de même que des risques connexes.

La GCC doit obtenir les services d'un entrepreneur d'expérience en récupération/en haute mer pour mener une évaluation de l'épave afin de déterminer l'emplacement du mazout et du pétrole et estimer la quantité d'hydrocarbures. De plus, l'entrepreneur devra évaluer la coque et la manière dont l'épave repose sur le fond océanique.

Un conseiller spécial en matière de pertes a été retenu dans le cadre d'un contrat distinct, afin d'offrir l'expertise nécessaire pour ce type d'opération en conseillant la GCC sur tous les aspects relatifs aux demandes de propositions, à l'évaluation de soumissions et aux activités d'évaluation de l'épave.

Cette évaluation doit être réalisée en 2016, dès que ce sera possible sur le plan opérationnel, en gardant à l'esprit les mauvaises conditions météorologiques de la côte nord-est de Terre-Neuve-et-Labrador tout au long de l'automne et de l'hiver.

Le présent énoncé des travaux (ÉDT) vise à obtenir des renseignements généraux sur l'épave, la cargaison et les hydrocarbures à bord au moment du naufrage. Par la suite, il décrit les exigences techniques particulièrement en ce qui concerne la portée des travaux et souligne la nécessité d'une description en profondeur de la méthode adoptée, des délais et des estimations de coûts de même que des détails connexes. Les produits livrables demandés à l'entrepreneur sont indiqués. Les détails concernant les soumissions sont fournis, de même qu'une explication sur la façon dont les propositions seront évaluées. On tient à rappeler que la présente DP vise uniquement à effectuer une évaluation.

## Contexte

Intervention environnementale, Garde côtière canadienne – Depuis avril 2013, la région de l'Atlantique a consenti des efforts pour faire échec à la pollution causée par le MANOLIS L, situé dans le secteur de Blow Hard Rocks. Cette intervention comportait deux phases principales.

L'évaluation initiale comptait des opérations sur le site (à la surface et sous l'eau) en raison des signalements de pétrole et d'oiseaux mazoutés dans le secteur Blow Hard Rocks de la baie Notre Dame. Cette phase a été accomplie au moyen des ressources du gouvernement et ne nécessitait aucun service contractuel particulier.



Pour la phase suivante, il fallait conclure des contrats en urgence pour réparer la fuite qui a été repérée sous l'eau. Les entrepreneurs locaux offrant des services de plongeurs ont été invités à présenter leurs tarifs pour la prestation d'un véhicule sous-marin téléguidé afin de cerner la source de la fuite de pétrole. Il a été déterminé que la source était l'épave du transporteur MANOLIS L. Le navire a coulé en janvier 1985 à une profondeur d'environ 70 m.

Après que la source a été repérée, des fonds supplémentaires ont été demandés pour effectuer une opération de calfeutrage visant à empêcher l'échappement d'hydrocarbures du navire. Le 28 mai 2013, l'opération de calfeutrement a été réalisée grâce aux services et aux ressources combinés de la GCC et d'un entrepreneur local en plongée. Le véhicule sous-marin téléguidé de l'entrepreneur a été essentiel pour placer le dispositif d'étanchéité et a permis d'effectuer une inspection de la coque afin de confirmer que les hydrocarbures ne s'échappaient plus. C'est à ce moment que la GCC s'est engagée à réaliser une inspection de suivi pour vérifier l'intégrité du joint le mois suivant, vers la fin juin.

Au cours de la dernière semaine de juin 2013, l'inspection de suivi visant à évaluer l'intégrité du joint a eu lieu. Le joint mis en place précédemment tenait bon, mais une petite fuite a été repérée à environ 30 mètres en direction de la section fortement endommagée de la proue. En raison des dommages subis par une partie du navire, il serait impossible d'adopter la même mesure de calfeutrage employée précédemment. Les représentants de la GCC ont décidé de déployer un système de cofferdam afin de contenir et de recueillir les hydrocarbures qui s'échappent.

En juillet 2013, le système de collecte par cofferdam a été mis en place, une autre inspection a été réalisée et l'intégrité des joints en néoprène lestés a été vérifiée. Une plongée de suivi a été demandée afin de vérifier le cofferdam, l'intégrité des joints en néoprène lestés et l'état de la coque.

En octobre 2013, la GCC s'est rendue de nouveau au site du MANOLIS L pour vérifier le cofferdam, l'intégrité des joints en néoprène lestés et l'état de la coque. La GCC était d'avis que les besoins immédiats ont été réglés et se penchait sur des solutions à plus long terme pendant l'hiver.

Vers la fin novembre et le début décembre 2013, des chasseurs ont signalé des oiseaux mazoutés sur l'île Fogo. Le 2 décembre 2013, un reflet de pétrole a été observé à l'emplacement du MANOLIS L. Les analyses des carcasses d'oiseaux menées dans les laboratoires d'Environnement Canada ont permis de déterminer que les hydrocarbures provenaient de l'épave. À la mi-décembre 2013, une courte période de conditions météorologiques clémentes a permis à un véhicule sous-marin téléguidé d'urgence de confirmer que le système de cofferdam mis en place précédemment s'était déplacé. Début janvier 2014, un nouveau système de cofferdam a été mis en place pour de nouveau empêcher les hydrocarbures de s'échapper de l'épave.

En juin et juillet 2014, dans le cadre d'un plan d'entretien du MANOLIS L, la GCC s'est rendue sur le site pour effectuer une autre évaluation de la coque, vérifier l'intégrité des joints en néoprène lestés, retirer les hydrocarbures recueillis dans le cofferdam (1300 litres) et le remplacer par un nouveau cofferdam. Aucune fuite supplémentaire n'a été remarquée et les conduits d'étanchéité ont préservé leur intégrité. D'autres travaux d'inspection de la coque ont également eu lieu à cette époque. On a pu mesurer l'épaisseur de la coque, et évaluer la zone de débris et le contact entre la coque et le fond de l'eau. Une inspection complète de la coque a également été effectuée au moyen de caméras haute définition. Les thermomètres et les courantomètres installés en janvier 2014 ont été récupérés, leurs données ont été téléchargées et ils ont été remis en place. Les fortes activités des glaces et des icebergs dans le secteur des travaux ont retardé le début des opérations.

En novembre 2014, la Garde côtière est retournée à l'emplacement de l'épave pour retirer les hydrocarbures accumulés dans le cofferdam, vérifier l'intégrité des joints et évaluer la coque. L'évaluation de la coque a permis de relever une petite fissure située sur la poupe. Cette fissure a permis à une petite quantité d'hydrocarbures de s'échapper au cours d'une récente onde de tempête qui a généré de forts courants sous-marins. Une fois l'onde terminée et les courants sous-marins revenus à la normale, aucun hydrocarbure n'a été détecté. En raison du mauvais temps et des mauvaises conditions en mer, les opérations ont été suspendues. En décembre 2014, les conditions en mer se sont améliorées et la Garde côtière a pu retirer les hydrocarbures du cofferdam (1270 litres), remplacer ce dernier par un modèle légèrement modifié, placer quatre joints lestés sur la petite fissure repérée sur la poupe du navire et évaluer la coque. Voilà qui conclut les opérations réalisées sur le MANOLIS L avant l'hiver.

En mai 2015, la Garde côtière, dans le cadre de la surveillance continue du Manolis L, intervention environnementale de la Garde côtière canadienne, a mené des opérations prévues après les glaces hivernales et a pu retirer les hydrocarbures du cofferdam (594,5 litres) et installé un cofferdam de remplacement le 2 juin 2015. On a également procédé à l'inspection HD de la coque.

En octobre 2015, le personnel de la GCC est retourné au site du Manolis L pour effectuer des opérations après les glaces hivernales. Cette opération respecte l'échéancier dans le plan de surveillance du Manolis L. Les opérations comprenaient un sondage initial des conduits d'étanchéité, l'inspection de la coque pour déceler toutes les fuites supplémentaires et le levage et le pompage du cofferdam (446 litres). Un cofferdam remis en état a ensuite été remis en place sur la coque, scellé avec des joints lestés et on a procédé à un examen détaillé de la coque. L'examen n'a révélé aucune fuite de pétrole.

Depuis le début des opérations d'élimination des hydrocarbures du cofferdam en mai 2014, il y a eu au total quatre qui ont permis de récupérer au total 3 610,50 litres.

## **MANOLIS L**

Construit en 1980, le MANOLIS L était un transporteur de marchandises générales appartenant à Dunnet Bay Shipping qui arborait le pavillon libérien et était reconnu par la société de classification Det Norsk Veritas (DNV).

Voici les caractéristiques principales du navire :

Jauge brute – 5 453

Port en lourd – 7 790

Longueur hors tout – 121,85 m



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Largeur hors membrures – 17,61 m

Profondeur – 9,91 m

Tirant d'eau (en été) – 7,724 m

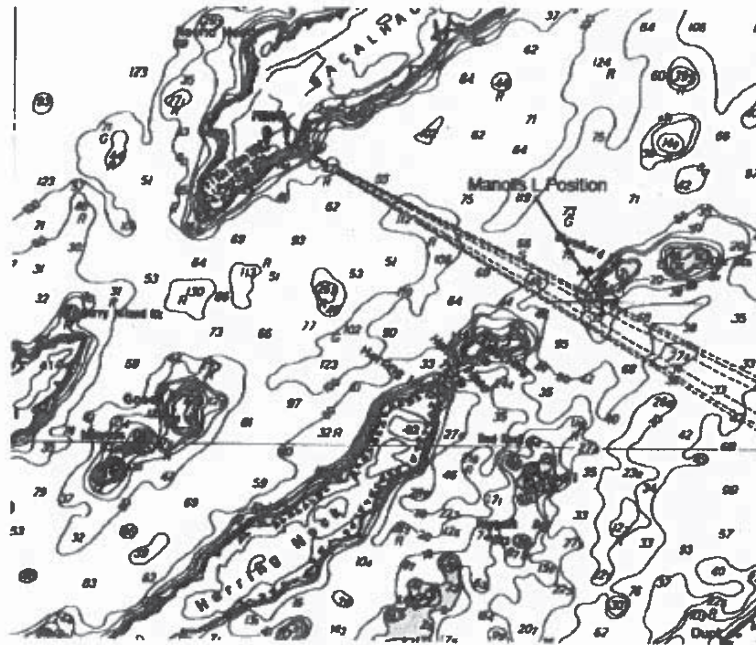
Le navire était doté de deux cales à l'avant de la salle des machines; elles étaient fermées par des écoutilles de pontons et desservies par deux mâts de charge par cale. Sous la cale à marchandises se trouvaient des ensembles de réservoirs à double fond pour les combustibles et le ballast; les combustibles étaient entreposés dans les réservoirs intérieurs et le ballast dans les réservoirs extérieurs. La coque était une construction soudée renforcée pour les cargaisons lourdes.

Le navire était propulsé par un moteur diesel MAN à simple effet à deux temps et 6 cylindres qui produisait 5 400 HP pour l'entraînement d'une hélice à pas fixe à rotation à droite. Sa capacité en combustible était de 114 tonnes de mazout léger et 658 tonnes de combustible résiduel. Le navire consommait 23 tonnes de combustible par jour.

#### Emplacement de l'épave

Le MANOLIS L a coulé à la position 49°40,6'N, 054°31.3'O au large de Blow Hard Rocks dans la baie Notre Dame. Le navire s'est échoué par la poupe et s'est déposé à l'envers sur le fond marin. Il a été confirmé que la profondeur de l'eau était d'environ 70 m. Le bordé de fond de la coque, pour sa part, se trouvait à une profondeur de 57 à 60 m. Le fond marin est principalement composé de substrat rocheux, de sable et de pierres.

Le site de l'épave est exposé du nord à l'est et peut subir des conditions mauvaises et extrêmes, particulièrement en hiver. La glace peut survenir dès novembre, mais apparaît habituellement de janvier à mai. En général, la période allant de juin jusqu'au début et à la mi-septembre est la plus favorable pour la tenue d'opérations sur l'épave. Cependant, pendant l'inspection de juin 2014, quelques icebergs ont dérivé à proximité de l'épave, forçant le navire de soutien à l'inspection à retirer ses amarres à quelques reprises.



Emplacement du naufrage

### Cargaison

Au moment de l'incident, le navire transportait du papier journal de Botwood jusqu'à Québec afin d'y compléter sa cargaison avant de partir pour l'Europe. Il a été déclaré que la cargaison était entreposée comme suit :

Cale n° 1 – 1 911 rouleaux	1 477 tonnes
Cale n° 2 – 1 947 rouleaux	1 513 tonnes
<b>Chargement total</b>	<b>2 990 tonnes</b>

(Réf. : rapport de Transports Canada, avril 1985)

### **Combustibles et hydrocarbures**

#### Condition au départ

Au départ de Botwood, à Terre-Neuve-et-Labrador, il a été déclaré que les combustibles et hydrocarbures suivants se trouvaient à bord :

Mazout lourd (IFO 380)	464,4 tonnes
------------------------	--------------

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
**F6813-150013/001/XAQ**  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
**F6813-150013**

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
**XAQ-6-39008**

Id de l'acheteur - Buyer ID  
**xaq031**  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

---

Carburant diesel	<b>60,9 tonnes</b>
------------------	--------------------

Huile de lubrification	<b>22,54 tonnes</b>
------------------------	---------------------

*(Réf. : rapport de Transports Canada, avril 1985)*

**Au moment du naufrage**

Au moment du naufrage, les combustibles et hydrocarbures suivants ont été déclarés :

Mazout lourd	<b>462,0 tonnes</b>
--------------	---------------------

Carburant diesel	<b>60,0 tonnes</b>
------------------	--------------------

(On suppose que la quantité d'huile de graissage est très semblable à ce qu'elle était au moment du départ, mais ce renseignement n'est pas déclaré)

*(Réf. : rapport de Transports Canada, avril 1985)*

**Stockage des combustibles**

Les tableaux suivants montrent où les combustibles et hydrocarbures pourraient avoir été entreposés à ce moment-là.

**Mazout lourd**

5,0	Réservoir intérieur bâbord à double fond	63,8
5,1	Réservoir intérieur tribord à double fond	63,8
5,2	Réservoir intérieur bâbord à double fond	64,8
5,3	Réservoir intérieur tribord à double fond	64,8
1	Réservoir intérieur bâbord à double fond	92,9
5,4	Réservoir extérieur bâbord à double fond	92,9
5,5	Réservoir extérieur tribord à double fond	93,0
<b>Total</b>		<b>515,4</b>
1.1	Réservoir de trop-plein, salle des machines	31,0

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No/ N° VME - FMS

1.2	Réservoir de service quotidien bâbord	20,1
1.3	Réservoir de service quotidien tribord	20,2
1.4	Réservoir de décantation, bâbord	27,3
1.5	Réservoir de décantation, tribord	27,2
<b>Total</b>		<b>125,8</b>

#### **Carburant diesel**

##### **N° de réservoirDescriptionCapacité (tonnes)**

0,1	Réservoir intérieur tribord à double fond	58,0
0,2	Réservoir de trop-plein, salle des machines	27,5
0,3	Réservoir de service quotidien/décantation, salle des machines	4,8
0,5	Réservoir de service quotidien/décantation, salle des machines	4,3
0,7	Réservoir de stockage, salle des machines	2,6
0,8	Réservoir de stockage, salle des machines	0,9
<b>Total</b>		<b>98,1</b>

#### **Huile de graissage**

##### **N° de réservoirDescriptionCapacité (tonnes)**

2.0	Huile de graissage, réservoir de circulation, salle des machines	2,9
2.1	Huile de cale, arrière de la salle des machines	10,1
2.2	Autre huile, arrière de la salle des machines	8,7
2.4	Huile de graissage, arrière de la salle des machines	12,4
2.5	Huile de graissage, arrière de la salle des machines	12,4
2.6	Huile à cylindres, arrière de la salle des machines	10,1

2.8 Réservoir à boue, avant de la salle des machines

12,3

Les figures 2, 3 et 4 ci-après illustrent les divers réservoirs où les hydrocarbures, le ballast et l'eau douce sont stockés.



Figure 2 – Plan des réservoirs avec code couleur

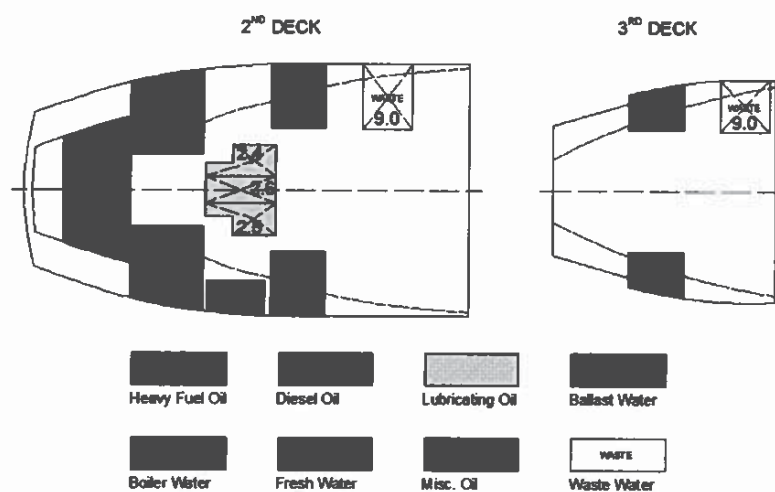


Figure 3 – Extrait du plan des réservoirs montrant les réservoirs de service quotidien et de décantation

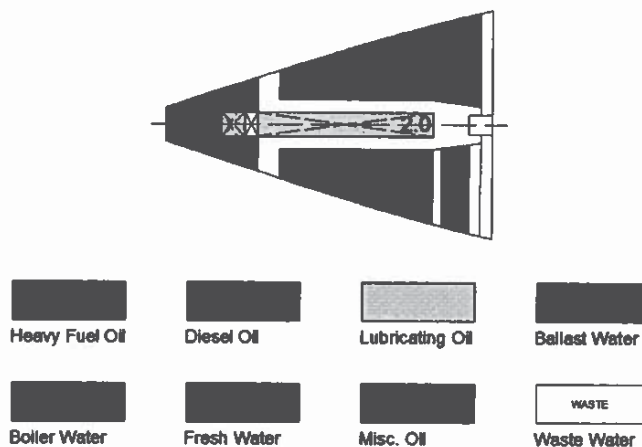


Figure 4 – Réservoir de trop-plein de mazout lourd

On ignore la configuration exacte des réservoirs et leur quantité au moment du naufrage. Cependant, une configuration possible adaptée pour ce voyage a été fournie dans le rapport de London Offshore Consultants Ltd du 28 mars 2014, à la section 4.1. Il faut également tenir compte du fait que les hydrocarbures se sont déplacés dans le navire au moment de l'échouement et du naufrage, et par la suite, au fil du temps.

## Abréviations

24/7 – Opérationnel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7

GCC – Garde côtière canadienne

SCI – Système de commandement d'intervention

ARP – Analyse du risque professionnel

AST – Analyse de la sécurité des tâches

RIS – Représentant d'intervention spécial

ML – Mazout lourd

VST – Véhicule sous-marin téléguidé

CSP – Commandant sur place

TC – Transports Canada

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
**F6813-150013/001/XAQ**  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
**F6813-150013**

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
**XAQ-6-39008**

Id de l'acheteur - Buyer ID  
**xaq031**  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

---

**EC – Environnement Canada**

**SM – Salle des machines**

**BIMCO – Baltic and International Maritime Council**

**SSE – Santé, sécurité et environnement**

**LOC – London Offshore Consultants (Canada) Ltd**

**3D – Tridimensionnel**



---

## Documents pertinents

Dans le cadre du présent énoncé des travaux, un ensemble de documents à l'appui est fourni afin que les soumissionnaires disposent de tous les renseignements nécessaires pour élaborer une proposition pertinente et un plan de travail efficace. Ces documents comprennent toutes les données d'archives et d'exploitation que la GCC a recueillies depuis 2013.

Voici la liste des documents à l'appui :

- 1) Rapport de soutien des opérations du VST préparé par Seaforth Geo-Surveys Inc. en date de juillet 2014.
- 2) Séquence vidéo de l'inspection du VST, 00001 à 00007 inclusivement
- 3) Séquence vidéo, 00015 à 00020 inclusivement
- 4) VTS\_TS
- 5) VTS 01\_1; VTS 02\_1; VTS 03\_1; VTS 04\_1; VTS 05\_1;
- 6) VTS 02\_1; VTS 02\_2
- 7) VTS 01\_6; 01\_7; 01\_8; 01\_9
- 8) VTS 01\_1; 01\_02; 01\_3; 01\_04
- 9) Plan des bordés, longitudinal (voir remarques 1 et 2 ci-après pour les renseignements sur les plans et les dessins)
- 10) Plan des bordés, sections principales
- 11) Plan des réservoirs
- 12) Configuration générale – Plan latéral
- 13) Configuration générale – Plan des ponts
- 14) Plan de chargement (échelle de tirant d'eau) – voir la remarque 2 ci-après
- 15) Aires des sections (2)
- 16) Renseignements sur les navires de type Neptun
- 17) Prévisions météorologiques a posteriori (10 ans)
- 18) Rapports des procédures
- 19) Rapport d'enquête de Transports Canada
- 20) Emplacement des amarres sur place

21) Rapports de LOC de février 2014 et janvier 2015

22) Images 3D du fond marin où repose le MANOLIS L

*Remarque 1 – Les propriétaires du MANOLIS L ne sont plus en affaires et le chantier fait désormais partie d'un autre groupe. Nous avons demandé aux propriétaires d'un navire-jumeau appartenant à des intérêts russes davantage de schémas, plus particulièrement un plan de développement du bordé, mais en vain. S'ils le désirent, on invite les soumissionnaires à présenter leurs propres questions à ce sujet.*

*Remarque 2 – Les divers schémas obtenus concernant le navire semblent liés à de nombreux numéros de chaque différents. Bien que le MANOLIS L faisait partie d'un nombre important de navires semblables, selon les recherches menées, il semble y avoir de légères différences d'un navire à l'autre. En particulier, la configuration des réservoirs de carburant et la capacité en mazout lourd et en carburant diesel indiquées sur le plan des réservoirs, schéma 5-485-00.000.60.06, datant de 1980, diffèrent de la configuration indiquée dans le plan de chargement, schéma 5-481-00.000.60.12, datant de 1977. Cette recherche suggère que les renseignements concernant la configuration et les capacités fournis dans le plan de chargement sont sans doute plus représentatifs de la configuration réelle du MANOLIS L.*

## Exigences

### Tâches et spécifications techniques

Il faut obtenir les services d'un entrepreneur d'expérience en récupération/en haute mer afin de réaliser une inspection détaillée de la coque, de l'emplacement des hydrocarbures et du contenu de l'épave du MANOLIS L. Voici une description détaillée des travaux à effectuer :

### Généralités

L'entrepreneur doit tenir compte des exigences en matière de circulation des navires dans le secteur de Blow Hard Rock au cours des opérations. Cet endroit est une voie navigable fréquentée par l'industrie, les touristes, les chasseurs d'oiseaux et les bateaux de pêche, et doit demeurer accessible tout au long des opérations. Malgré le fait qu'une zone d'urgence doit être établie dans le secteur de Blow Hard Rock, l'entrepreneur doit déterminer et recommander la superficie de cette zone afin d'assurer le déroulement sécuritaire des activités en tout temps.

1. L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions raisonnables pour que les opérations aient le moins de répercussions possible sur l'environnement marin. La GCC aura les ressources d'intervention nécessaires sur place pour gérer les déversements qui pourraient résulter des opérations de l'entrepreneur.
2. Le secteur de Blow Hard Rock est un environnement hostile réputé pour ses conditions météorologiques défavorables, la présence d'icebergs et son fond peu accrochant qui empêche un ancrage sûr. Ces facteurs limitent donc la période où il est possible d'effectuer les travaux. Les soumissionnaires doivent suggérer dans leurs propositions des méthodes visant à atténuer ces facteurs.
3. L'entrepreneur doit être autonome **sans avoir besoin** des ressources de la GCC ou d'autres ressources ministérielles. L'entrepreneur doit avoir des ressources suffisantes pour travailler 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, jusqu'à la fin du projet.
4. L'entrepreneur doit présenter chaque jour des rapports de situation par écrit, y compris :
  - a. la description des travaux accomplis à ce jour;
  - b. la situation actuelle (travaux en cours);
  - c. les tâches à venir;
  - d. les progrès réalisés par rapport au calendrier prévu des travaux;
  - e. un rapport sur les problèmes.
5. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir, de mobiliser, de sécuriser, de démobiliser et de décontaminer tout le personnel et l'équipement nécessaires pour cette opération. Les dispositifs d'amarrage et d'assujettissement du personnel et de l'équipement de l'entrepreneur au site de l'épave doivent avoir des impacts environnementaux résiduels minimes ou négligeables. L'entrepreneur doit s'attendre à ce que la GCC ou un de ses représentants soit à bord de son navire de soutien principal tout au long de l'opération.
6. En vue de surveiller cette opération, la GCC doit mettre en place un poste de commandement d'intervention (PCI) à Herring Neck, à Terre-Neuve-et-Labrador. La GCC souhaite qu'un représentant de l'entrepreneur participe au PCI afin de fournir les données liées aux opérations d'évaluation de la coque ou des hydrocarbures, et de les interpréter. Le représentant de l'entrepreneur peut également être appelé à participer aux discussions des intervenants et à présenter des détails techniques sur l'opération, le cas échéant.

7. Étant donné que ces travaux doivent se dérouler sur un site considéré comme la propriété du gouvernement fédéral, le soumissionnaire doit indiquer dans sa proposition toutes les normes et tous les règlements provinciaux et fédéraux canadiens applicables aux travaux qu'il propose pour en garantir la conformité. Voici les règlements et normes en question :
  - la *Loi sur le cabotage du Canada*;
  - la partie II du *Code canadien du travail*;
  - le *Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime*;
  - la partie 23 du règlement sur la santé et la sécurité au travail de Terre-Neuve-et-Labrador (T.-N.-L.);
  - les normes sur la plongée applicables de l'Association canadienne de normalisation.
8. En cas de déversement catastrophique d'hydrocarbures ou d'autres polluants, l'entrepreneur doit rester sur place pendant les opérations d'intervention et mener à bien les travaux restants, mentionnés dans son plan de travail.
9. On rappelle à l'entrepreneur qu'en vertu de la *Loi sur la marine marchande du Canada* (2001), il est responsable de tous les rejets de polluants qui se produisent pendant l'opération et qui résultent de ses actes qui ne sont pas directement liés aux opérations d'évaluation de la coque et des hydrocarbures.

#### **Tâche 1 – Évaluation de la coque**

**Objectif – Modélisation de la coque (toutes les vidéo doivent avoir une bande audio aux fins de référence)**

1. Relever les sections endommagées de même que la nature et l'étendue des dommages par rapport à l'emplacement des réservoirs, dans la mesure du possible. Le produit livrable doit être illustré et comprendre des références claires aux plans et aux schémas disponibles du navire (**comme pour toutes les tâches suivantes où l'entrepreneur doit déterminer ou relever des éléments**).
2. Relever/confirmer les points de référence concernant l'emplacement des fuites actuelles.
3. Déterminer les membrures de la coque.
4. Relever les réservoirs et leur emplacement
5. Sceller toutes les fuites décelées au cours de l'inspection et selon le besoin.
6. Prendre des mesures représentatives de l'épaisseur du bordé de fond et du bordé de muraille de la coque.
7. Confirmer la profondeur de l'eau à la partie supérieure de la poupe, du centre et la poupe du navire aux fins de référence concernant la position du navire sur le fond marin.
8. Effectuer un levé bathymétrique du fond marin autour du navire et préparer une carte avec les données obtenues.
9. Effectuer un levé multifaisceau en 3D de l'épave.

10. Enregistrer le déroulement de l'inspection/de l'évaluation au moyen d'une caméra haute définition en indiquant la profondeur, le cap, les coordonnées, le tangage et le roulis.

## **Tâche 2 – Évaluation de l'emplacement et du niveau des hydrocarbures**

### **Objectif – Évaluation des hydrocarbures**

1. L'entrepreneur doit effectuer une évaluation pour vérifier l'emplacement des réservoirs et la présence d'hydrocarbures dans les divers réservoirs et compartiments de l'épave et indiquer ces emplacements sur une carte. Pour cette opération, on envisage d'effectuer des perforations d'essai invasif à l'aide d'un VST ou d'un VST et d'une équipe de plongée à saturation. Toutefois, des mesures non invasives seront également envisagées.
2. Dans la mesure du possible, l'entrepreneur doit établir/estimer le type et la quantité d'hydrocarbures repérés, le cas échéant. L'entrepreneur doit prélever des échantillons pendant qu'il procède aux perforations d'essai lorsque des hydrocarbures sont décelés. Ces échantillons doivent être clairement identifiés aux fins d'analyse.
3. L'entrepreneur doit déterminer l'emplacement des hydrocarbures par rapport aux sections qui ont subi des dommages structuraux et indiquer ces renseignements sur une carte.

## **Produits livrables**

### **Exigences**

Dans les 15 jours après la fin de l'évaluation, l'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

- 1) Un rapport écrit détaillé de l'inspection incluant : un levé multifaisceaux en 3D, une modélisation de la coque, des mesures de l'épaisseur du bordé, une évaluation des dommages avec les références nécessaires aux éléments structurels indiqués, le levé du fond marin sous l'épave et à proximité, l'emplacement des carburants et hydrocarbures relevés au cours de l'inspection, les quantités estimatives de carburant et d'hydrocarbures relevés, l'emplacement d'éventuelles fuites, toute autre observation jugée pertinente.
- 2) Croquis et plans illustrant les constatations à inclure dans le rapport mentionné ci-dessus ou en annexe à ce rapport.
- 3) Séquence vidéo haute définition de l'inspection modifiée avec les commentaires audio en temps réel.

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Target
Page 25
Position du Manolis L
Page 28
Mazout lourd
Carburant diesel
Huile de graissage
Eau de ballast
Eau de chaudière
Eau douce
Divers Hydrocarbures
Eaux usées
DÉCHETS
2° PONT
DÉCHETS
3° PONT
DÉCHETS
Mazout lourd
Carburant diesel
Huile de graissage
Eau de ballast
Eau de chaudière
Eau douce
Divers Hydrocarbures
Eaux usées
DÉCHETS
PAGE 29
Mazout lourd
Carburant diesel
Huile de graissage
Eau de ballast
Eau de chaudière
Eau douce
Divers Hydrocarbures
Eaux usées
DÉCHETS

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

---

## ANNEXE « B »

### BASE DE PAIEMENT

#### Base de paiement

Sous réserve des dispositions ci-après, on vous remboursera les dépenses raisonnablement et convenablement engagées aux fins de l'exécution des travaux; la taxe de vente harmonisée en sus devrait apparaître à titre d'élément distinct sur toutes les demandes de paiement, conformément à ce qui suit :

1. Mobilisation : un coût ferme tout compris de \_\_\_\_\_ \$
2. Tâche 1 – Représentation de la coque : un coût ferme tout compris de \_\_\_\_\_ \$
3. Tâche 2 – Évaluation de l'emplacement et de la quantité des hydrocarbures : un prix ferme tout compris de \_\_\_\_\_ \$
4. Démobilisation : un coût ferme tout compris de \_\_\_\_\_ \$
5. Un tarif quotidien tout compris pour les retards attribuables aux conditions météorologiques de \_\_\_\_\_ \$ par jour pour environ 3 jours.



**ANNEXE « C » de la PARTIE 5 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

**PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI –  
ATTESTATION**

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de manquement, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. À défaut de répondre à toute demande ou exigence imposée par le Canada, la soumission peut être déclarée non recevable ou constituer un manquement aux termes du contrat.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, visitez le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Date : \_\_\_\_\_ (AAAA/MM/JJ) [si aucune date n'est indiquée, la date de clôture de la demande de soumissions sera utilisée]

Compléter à la fois A et B.

A. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.

A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada; et

- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi valide et en vigueur avec EDSC – Travail.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire a présenté l'Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168) à EDSC - Travail. Comme il s'agit d'une condition à l'attribution d'un contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le à EDSC – Travail.

B. Cochez seulement une des déclarations suivantes :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise. **OU**
- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées.)

## ANNEXE « D »

### EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE

#### Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par Pêches et Océans/Garde côtière canadienne et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.
  - c. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - d. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.  
(Les agents de négociation des contrats doivent insérer l'option, s'il y a lieu.)
  - e. Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

#### **Assurance responsabilités couvrant l'atteinte à l'environnement**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir, pendant toute la durée du contrat, une assurance Responsabilité légale en matière de pollution d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 1 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. La police d'assurance Responsabilité légale en matière de pollution doit comprendre les éléments suivants :
  - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
  - b. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
  - c. Séparation des assurés : La police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
  - d. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
  - e. Transport incident : La police doit couvrir les pertes découlant de tout déchet, produit ou matériel transporté, expédié ou livré par le biais d'un moyen de transport vers un emplacement situé au-delà des limites du site où l'entrepreneur ou toute entité pour laquelle il est juridiquement responsable exécute ou a exécuté les activités décrites dans le contrat.
  - f. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

*Avocat général principal  
Section du contentieux des affaires civiles  
Ministère de la Justice  
234, rue Wellington, Tour de l'Est  
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par

N° de l'invitation - Solicitation No.  
**F6813-150013/001/XAQ**  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
**F6813-150013**

N° de la modif - Amd. No.  
  
File No. - N° du dossier  
**XAQ-6-39008**

Id de l'acheteur - Buyer ID  
**xaq031**  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

#### **Assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions**

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance responsabilité contre les erreurs et les omissions (également appelée assurance responsabilité civile professionnelle) d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit en aucun cas être inférieure à 1 000 000 \$ par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense.
2. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
3. L'avenant suivant doit être compris :

11 Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.

N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

## **ANNEXE « E » de la PARTIE 3 de la DEMANDE DE SOUMISSIONS**

### **INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE**

*Tel qu'indiqué à la clause 3.1.2 de la Partie 3, le soumissionnaire doit compléter l'information ci-dessous afin d'identifier quels instruments de paiement électronique sont acceptés pour le paiement de factures.*

Le soumissionnaire accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ Carte d'achat VISA ;
- ☐ Carte d'achat MasterCard ;
- ☐ Dépôt direct (national et international) ;
- ☐ Échange de données informatisées (EDI) ;
- ☐ Virement télégraphique (international seulement) ;
- ☐ Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

## ANNEXE « F »

### Critères d'évaluation

#### Exigences obligatoires :

1. Le soumissionnaire doit compter 10 années d'expérience dans l'industrie de la récupération maritime et démontrer une expérience pertinente en fournissant un compte rendu précis d'opérations d'évaluation d'épave réalisées auparavant sur des navires échoués à deux (2) occasions différentes.

CONFORME : \_\_\_\_\_ Oui \_\_\_\_\_ Non

2. Les membres du personnel clé doivent posséder deux (2) années d'expérience pertinente en opérations de récupération réalisées au cours des cinq (5) dernières années.

CONFORME : \_\_\_\_\_ Oui \_\_\_\_\_ Non

3. Le soumissionnaire doit maintenir un système de gestion de la qualité reconnu. Le soumissionnaire doit présenter un certificat comme preuve d'adhésion à la norme ISO 9001:2008.

CONFORME : \_\_\_\_\_ Oui \_\_\_\_\_ Non

4. Le soumissionnaire retenu doit obtenir la totalité des permis, des licences et des approbations gouvernementales afin de réaliser les travaux indiqués.

CONFORME : \_\_\_\_\_ Oui \_\_\_\_\_ Non

5. Le soumissionnaire doit garantir que le personnel et l'équipement énumérés dans le plan sont engagés et disponibles pour appuyer le projet pendant la durée proposée, en plus d'une éventuelle prolongation de 20 jours.

CONFORME : \_\_\_\_\_ Oui \_\_\_\_\_ Non

La soumission sera évaluée en fonction des exigences obligatoires mentionnées ci-dessus et la proposition détaillée du soumissionnaire doit démontrer le respect de ces exigences. Le soumissionnaire doit indiquer la façon dont il satisfait à chacune des exigences obligatoires. Il ne suffit pas de cocher les cases ci-dessus. La proposition doit inclure les plans indiqués et les exigences décrites de manière à clairement démontrer la conformité. Toute proposition qui ne respecte pas les critères obligatoires sera jugée non recevable et sera exclue du processus d'évaluation.

#### Critères cotés



Détail de la soumission : Dans le cadre de l'évaluation, la proposition du soumissionnaire fera l'objet d'un examen concernant les principaux éléments suivants :

- a. Le soumissionnaire doit démontrer sa compréhension de la portée des travaux.
- b. Le soumissionnaire doit démontrer sa compétence dans l'exécution des travaux indiqués.
- c. Le soumissionnaire doit démontrer sa capacité à réaliser les travaux indiqués.
- d. Le soumissionnaire doit démontrer ses méthodes d'évaluation des risques et d'atténuation.
- e. Le soumissionnaire doit démontrer ses programmes concernant la sécurité et l'environnement.
- f. Le soumissionnaire doit préciser les délais requis pour la réalisation des travaux.

#### **Notation**

Un total de 100 points est attribué à chacun des critères. Les points accordés varient de 0 à 100, selon les indications ci-dessous :

**a. Note de 0**

Inacceptable : Une note de zéro (0) est attribuée aux entreprises dans toute catégorie où elles ont omis de donner des renseignements ou ont donné des renseignements incompréhensibles. Un élément obligatoire dont la note attribuée est zéro (0) sera jugé non conforme.

**b. Note de 30 ou 40**

Marginal : 30 ou 40 points sont attribués aux réponses jugées à peine acceptables. Le soumissionnaire n'a pas entièrement démontré sa capacité d'accomplir les travaux demandés et a plus ou moins décrit son approche.

Par exemple :

- L'exigence est répétée dans la soumission, mais elle ne s'accompagne d'aucune explication de ce qui doit être réalisé dans l'énoncé des travaux techniques, ni de la façon de le faire.
- La soumission présente une explication de ce qui doit être réalisé dans l'énoncé des travaux techniques ou de la façon de l'accomplir, mais peut contenir des déclarations ou références inexacts ayant influé sur l'approche du soumissionnaire sans entièrement invalider l'approche technique.
- La soumission renvoie à la qualité de l'organisation, mais le soumissionnaire n'a pas suffisamment décrit son expérience antérieure ou le personnel ou a fourni des C.V. de personnes ou des exemples concrets d'expérience professionnelle qui n'étaient pas pertinents.

**c. Note de 60, 70 ou 80**

Suffisant ou bien : Différentes notes sont accordées si la soumission technique satisfait aux exigences et si le soumissionnaire décrit précisément ce qui doit être accompli et la façon de l'accomplir.

Par exemple :

- Les sections de la soumission qui portent sur l'organisation, le personnel et l'expérience satisfont à l'exigence, et donnent des renseignements détaillés sur les capacités de l'entreprise, les C.V. des personnes et les rapports de cas pour le même type d'efforts antérieurs, y compris les titres et les responsabilités du poste et les types de tâches et l'expérience, de même que le personnel de l'organisation sont jugés suffisants pour le travail.
- La soumission technique satisfait à l'exigence et décrit précisément ce qui doit être réalisé et la façon de le faire, ce qui comprend des échantillons et des illustrations (p. ex., diagrammes, tableaux et graphiques) s'il y a lieu.

**d. Note de 100**



N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

Excellent : 100 points sont attribués si la soumission satisfait à l'exigence et décrit très bien et précisément ce qui doit être accompli et la façon de l'accomplir, à la fois sur le plan quantitatif et qualitatif, pour ce qui concerne l'approche technique et le nombre et la qualité des travaux antérieurs semblables et l'expérience et la formation du personnel.

Par exemple :

- La soumission offre une approche novatrice, détaillée et économique ou établit au moyen de références et de la présentation de documents pertinents une capacité nettement supérieure dans ce secteur.

#### **Organisation de la proposition**

Les critères sont évalués dans les deux (2) secteurs suivants :

A. Gestion de projets et logistique

B. Durée

i) Tâche 1 – Modélisation de la coque

ii) Tâche 2 – Évaluation de l'emplacement et du niveau des hydrocarbures

#### **Format et contenu de la proposition**

Le soumissionnaire doit inclure les renseignements suivants dans sa proposition et fournir le numéro de page ou de section de la proposition qui contient les renseignements pertinents pour faciliter l'évaluation et la vérification de la conformité des critères. Il ne suffit pas de répéter l'énoncé du critère. Toute proposition qui ne donne pas les renseignements requis ou n'indique pas clairement la façon dont elle satisfait aux exigences sera jugée non recevable et sera exclue du processus d'évaluation.

#### **A) Gestion de projet et logistique**

1. Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède un plan organisationnel et un tableau qui illustrent clairement l'organisation du site pour les opérations de récupération, et décrit le personnel participant, ses fonctions et ses rôles et responsabilités. Le plan doit clairement illustrer les liens réels de gestion des incidents avec la GCC et d'autres organismes et entités intégrés à l'échelle du site.

Le soumissionnaire doit donner les détails concernant chacun des membres du personnel essentiel proposé pour l'opération, y compris tous les sous-traitants. Ces détails devraient être fournis sous forme de C.V. sommaires (deux pages au maximum). Au minimum, le personnel essentiel doit se composer des éléments suivants, sans toutefois s'y limiter : un (1) gestionnaire de projet, un (1) superviseur de projet, un (1) superviseur de plongée, une équipe de plongée composée de trois (3) personnes, un (1) opérateur de VST. Pour chaque employé, l'entrepreneur doit fournir des preuves démontrant les qualifications pertinentes. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

2. Le soumissionnaire doit donner des détails précis sur toutes les embarcations proposées pour l'opération et la façon de les maintenir en position. Les limites opérationnelles de l'embarcation et des dispositifs d'amarrage doivent être indiqués, en plus des dispositions d'urgence en cas de conditions météorologiques défavorables. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No / N° VME - FMS

3. Le soumissionnaire doit maintenir un système de gestion de la qualité reconnu. Le soumissionnaire doit fournir les documents indiquant son adhésion à la norme ISO 9001:2008. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

4. Dans ses travaux proposés, le soumissionnaire doit fournir un plan de sécurité du site détaillé, comprenant la surveillance des dangers, les procédures pour les analyses de la sécurité des tâches et les analyses des risques au travail (AST/ART), initiales et continues, ainsi que les procédures d'évacuation médicale, et ce, conformément aux normes et aux règlements provinciaux et fédéraux canadiens. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

5. Le soumissionnaire doit fournir un plan de communications permettant de gérer les communications et les fonctions de production de rapports afin que l'autorité technique soit constamment informée des questions urgentes, du progrès des travaux, des retards et des interruptions.

Un plan d'urgence détaillé pour faire face aux événements inattendus qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, ce qui suit :

- a. conditions météorologiques extrêmes;
- b. pannes d'équipement, équipement critique redondant;
- c. événement sous-marin imprévu au cours des opérations d'évaluation.
- d. Un plan de communication détaillé décrivant le réseau radio et les fréquences consacrées aux communications du commandement, et aux communications tactiques, logistiques et de sécurité, et aux communications avec la GCC et d'autres entités sur place.
- e. Les procédures visant à aviser la GCC en cas de déversements réels ou possibles. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

6. Le soumissionnaire doit fournir un calendrier provisoire pour l'achèvement de la mobilisation/démobilisation prévues dans l'énoncé des travaux. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

7. Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède un plan indiquant la mobilisation des ressources de l'entrepreneur, l'immobilisation des navires (y compris la conception détaillée de l'ancrage et de l'amarrage), la décontamination, la démobilisation et les jalons connexes. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

8. Le soumissionnaire doit fournir tous les détails et les spécifications de toutes les pièces d'équipement cruciales qui serviront à l'inspection, notamment les VST, le système de saturation, l'équipement de perçage, l'équipement pour mesurer l'épaisseur de la coque, les dispositifs

N° de l'invitation - Solicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

d'amarrage, l'équipement de levé hydrographique, l'équipement vidéo et les dispositifs de prévisions météorologiques proposés au cours des opérations. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

**B) TIMESCALE**

Le soumissionnaire doit fournir un calendrier établi au meilleur de ses connaissances pour l'évaluation de l'épave et des soutes de combustibles et d'hydrocarbures à bord du navire. Ce calendrier doit être sous forme de diagramme de Gantt/diagramme à barres, et doit indiquer toutes les phases des opérations et tenir compte de tous les temps d'arrêt causés par les courants ou les conditions météorologiques, et il doit indiquer toute autre raison pouvant causer des retards, surtout par rapport aux activités de plongée et avec le VST.

Les phases à indiquer devraient compter ce qui suit, sans toutefois s'y limiter :

- i) Mobilisation de toutes les ressources sur le site en vue de commencer les opérations;
- ii) Modélisation de la coque et du fond marin, incluant le levé multifaisceaux en 3D;
- iii) Détermination invasive ou non invasive des hydrocarbures dans l'épave
- iv) Démobilisation
- v) Préparation et production de rapports sur les produits livrables

**I) Tâche 1 – Modélisation de la coque**

1. Le soumissionnaire doit fournir un calendrier provisoire pour l'achèvement de cette phase de l'énoncé des travaux. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

2. Le soumissionnaire doit fournir un plan des tâches de modélisation de la coque du navire comme l'indique l'énoncé des travaux. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

3. Le soumissionnaire doit fournir un plan pour l'inspection et l'évaluation vidéo et pour un levé multifaisceaux en 3D de l'épave. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

**II) Tâche 2 – Évaluation de l'emplacement et du niveau des hydrocarbures**

1. Le soumissionnaire doit fournir un calendrier provisoire pour l'achèvement de cette phase de l'énoncé des travaux. 100 points

N° de l'invitation - Sollicitation No.  
F6813-150013/001/XAQ  
N° de réf. du client - Client Ref. No.  
F6813-150013

N° de la modif - Amd. No.  
File No. - N° du dossier  
XAQ-6-39008

Id de l'acheteur - Buyer ID  
xaq031  
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

2. Le soumissionnaire doit fournir un plan qui satisfait aux exigences du devis pour ce qui est de procéder à l'évaluation permettant de vérifier l'emplacement des réservoirs et des compartiments de même que la présence d'hydrocarbures. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

3. Le soumissionnaire doit fournir un plan qui satisfait aux exigences du devis pour ce qui est d'établir et d'estimer les quantités et l'emplacement des hydrocarbures et doit fournir des échantillons. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

4. Le soumissionnaire doit fournir un plan qui satisfait à toutes les exigences et qui indique l'emplacement des hydrocarbures par rapport aux sections endommagées. 100 points

**N° de section et de page de la soumission** \_\_\_\_\_

**Mode de sélection – Exigences de notation minimale**

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit :
  - a. respecter toutes les exigences prévues dans la demande de soumissions;
  - b. satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
  - c. obtenir le minimum requis de 70 p. 100 (1 050 points) de la totalité des points pour les critères d'évaluation techniques qui sont cotés. L'échelle de notation compte 1 500 points.
2. Les soumissions qui ne satisfont pas aux paragraphes a), b) ou c) seront déclarées irrecevables. La soumission recevable dont le prix total évalué est le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.